

“ Peut-on parler d’une “pensée” managériale issue du réseau des Grands Corps d’État (Inspection des Finances, Corps des Mines), à travers leur vision modernisatrice des années 1960-1970 ? ”

Alexandre Moatti

► **To cite this version:**

Alexandre Moatti. “ Peut-on parler d’une “pensée” managériale issue du réseau des Grands Corps d’État (Inspection des Finances, Corps des Mines), à travers leur vision modernisatrice des années 1960-1970 ? ”. 25e Journées d’Histoire du Management et des Organisations, Mar 2020, Lyon, France. halshs-02548690

HAL Id: halshs-02548690

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02548690>

Submitted on 20 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Proposition de communication aux 25^e JHMO, Lyon, 26-27 mars 2020

Communication proposée : « Peut-on parler d'une "pensée" managériale issue du réseau des Grands Corps d'État (Inspection des Finances, Corps des Mines), à travers leur vision modernisatrice des années 1960-1970 ? » (*titre provisoire*)

Dans les années 1960, à partir du rapport Armand-Rueff (un X-Mines et un X-inspecteur des Finances), se développe une pensée modernisatrice et technique, portée par les Grands Corps d'État – réseaux effectifs s'il en est. En quoi peut-elle être considérée comme caractéristique de ces Corps, et quelles sont les trajectoires des porteurs de cette pensée ? Peut-on comparer cette pensée des années 1960 avec les discours technocratiques contemporains, émanant des Grands Corps (en marquant les permanences et les différences) ? Plusieurs pistes seront suivies, sans qu'on puisse dire à ce stade lesquelles seront plus fructueuses.

Piste 1. Celle de la terminologie. Apparaît dans les années 1960 (p. ex. chez Perec, *Les Choses*, 1965) le mot TECHNOCRATISME, défini comme « idéologie de la technocratie ». Une étude d'occurrence, que nous avons déjà esquissée dans un article, sera approfondie autour de ce terme, qui semble spécifique des années 1960 (il apparaît chez le sociologue Fougeyrollas en 1951, mais semble se perdre après les années 1970).

Piste 2. Celle de l'étude d'une sélection d'ouvrages d'auteurs des Grands Corps, dans les années 1960-70, listons sans que ce soit encore arrêté : Maurice Lauré, X-Inspecteur des finances (*Révolution, dernière chance de la France*, 1955) ; François Bloch-Lainé, Inspecteur des finances (*Pour une réforme de l'entreprise*, 1963) ; Valéry Giscard d'Estaing X-ENA-Inspecteur des finances (*Démocratie française*, 1976 + une préface 1968 et un article 1972) ; Louis Armand, X-Mines (*Plaidoyer pour l'avenir*, avec M. Drancourt, 1961 ; *Simple propos*, 1968) ; Jean Saint-Geours, Inspecteur des finances (*Vive la société de consommation*, 1971) ; Claude Gruson, X-Mines-Inspecteur des finances (*Renaissance du plan*, 1971) ; Lionel Stoléru, X-Mines (*L'impératif industriel*, 1969) ; etc. Bien évidemment, il ne sera pas possible d'exploiter la totalité de ces ouvrages, donnés à titre indicatif.

Piste 3. On s'appuiera aussi sur la critique portée dès l'époque sur ces discours, car elle comporte des éléments d'analyse fort intéressants : celle de Bourdieu & Boltanski en 1976 (« La production de l'idéologie dominante », qui donne un corpus dont sont issus la plupart des ouvrages mentionnés ci-dessus – donnant aussi une idée de l'impact qu'ont pu avoir ces ouvrages) ; celle portée dans un article anonyme de la revue *Les Temps modernes* en 1966, associant ces deux pensées à celle de Teilhard de Chardin ; mais aussi la critique portée spécifiquement sur les Grands Corps (Suleiman 1979, *Elites in French Society: The Politics of Survival*).

Piste 4. La comparaison avec les pensées technocratiques contemporaines est la plus délicate. Des essais des inspecteurs des Finances A. Minc, E. Macron, ou de l'X-Mines J.-L. Beffa (déjà étudié dans notre communication 21^e JHMO 2016) pourront être examinés. Les différents rapports publics de « développement et modernisation de l'économie » frappent aussi par la permanence de leurs types d'auteurs (hauts fonctionnaires technocrates, X-Mines ou Inspecteurs des finances) ; rapport Armand-Rueff (juillet 1960), rapport Nora-Minc (décembre 1977) ; rapport Attali-Macron (octobre 2010). En tout état de cause, il existe un étonnant point fixe, étalon de comparaison possible : deux ouvrages à 50 ans d'intervalle ayant une grande similarité de titres et d'auteurs – un même auteur (qui fut aussi délégué général de l'Institut de l'Entreprise), avec deux X-Mines, *Plaidoyer pour l'avenir* (Louis Armand, avec Michel Drancourt, 1961) et *Plaidoyer pour l'entreprise* (Bertrand Collomb, avec Michel Drancourt, 2010).

En conclusion. Le sujet est vaste et la tâche d'ampleur : toutes les pistes ne pourront être exploitées avec la même intensité. Mais même si la piste 4 s'avère sans résultats probants (« se garder d'interpréter les sources pour y découvrir les signes de présence de ce qu'on y projette ») – autres que la comparaison des deux ouvrages de Drancourt –, il n'en reste pas moins que les trois premières pistes, clairement situées en 1960-1970, permettront l'analyse d'un sujet assez peu exploité sous cet angle de retour aux textes historiques, ainsi que de retour à leur critique d'époque.

Alexandre MOATTI, ingénieur en chef des Mines, chercheur associé HDR en histoire des sciences à l'Université de Paris (laboratoire SPHERE UMR 7219), a déjà présenté une communication aux 21^e JHMO à l'UTBM (consacrées aux 'Utopies managériales'), intitulée « La figure de Saint-Simon dans les discours technocratiques français » (en ligne [HAL-SHS](#)). Outre celle-ci, il est auteur d'une autre publication en rapport avec le sujet proposé : « Vocabulaire et controverses autour de la cybernétique et du transhumain, années 1960-1970 », in F. Le Bot, O. Dard, C. Didry, C. Dupuy, C. Perrin, 'L'Homme-Machine I, Le travailleur-machine', *L'Homme et la Société*, 2018/1 (en ligne [HAL-SHS](#)). Et sur la terminologie, « La critique de la modernité technique : termes et variations », *Sens Dessous*, Edition de l'Association Paroles, 2019, Humanités, pp. 97-105 (en ligne [HAL-SHS](#)).

Communication aux 25^e JHMO, Lyon, 26-27 mars 2020

(cette communication devait être prononcée [le 26 mars à Lyon](#), Université Lyon-III ; cela n'a pas pu être le cas suite au confinement et à l'annulation des colloques)

25^{ÈMES} JOURNÉES D'HISTOIRE DU MANAGEMENT ET DES ORGANISATIONS



Organisées par l'Association pour l'histoire du management et des organisations (AHMO) et l'Institut de formation et de recherche sur les organisations sanitaires, sociales et médico-sociales (IFROSS, Université Jean Moulin Lyon 3), avec la participation du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA, UMR 5190) et de Triangle (UMR 5206).

Dans le cadre de ces 25^e JHMO structurées autour du thème « Trajectoires et réseaux », nous souhaitons étudier ici la permanence d'une pensée managériale émanant des Grands Corps d'État, à travers une première analyse des sources primaires constituées par les ouvrages émanant des membres de ces institutions, au long d'une soixantaine d'années (1955-2015). Que ces Corps – qu'ils soient issus de l'ENA (Inspection des Finances IF, Conseil d'État CE, Cour des Comptes CC) ou de Polytechnique (Corps des Mines XM, Corps des Ponts XP) – constituent des réseaux ne fait guère de doute – ils le constituent dans deux dimensions : à l'intérieur de chacun d'entre eux, mais aussi tous ensemble constituant le réseau de ce qu'il est convenu d'appeler la technocratie d'État.

Notre travail s'appuie sur ces sources primaires, mais aussi sur des sources secondaires, qui leur sont contemporaines, de critique plus ou moins radicale de ces ouvrages : notamment dans *Les Temps Modernes* en 1966¹, et par Bourdieu et Boltanski en 1976². C'est au plus près de l'ensemble de ces textes que nous souhaitons rester – sachant que, s'il existe bien sûr des sources académiques secondaires consacrées aux Corps d'État, elles sont peu nombreuses à adopter cette approche d'analyse des ouvrages et de leurs points communs. Ce travail pourrait se résumer en une interrogation : est-il possible de parler d'une « pensée » issue des Grands Corps d'État, voire même d'une idéologie ? – dès 1965, apparaît chez Perce

¹ Anonymes, « L'idéologie technocratique et le teilhardisme », *Les Temps Modernes* (n° 243), août 1966, Gallimard. Nous savons à présent qui est l'auteur de cet étonnant article, grâce à Mme Mercè Prat, auteur d'une thèse (Université de Reims-Champagne-Ardenne, soutenue le 7 décembre 2019) « Le Teilhardisme. Réception, Adoption et Travestissement de la pensée de Teilhard de Chardin, à la croisée des sciences et de la foi, au cœur des "Trente glorieuses" en France (1955-1968) » ; nous l'en remercions vivement.

² Bourdieu Pierre, Boltanski Luc. « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 2, n°2-3, juin 1976. La production de l'idéologie dominante. pp. 3-73 (en ligne [Persée](#)).

l'étonnant terme de *technocratie*, comme idéologie de la technocratie d'État. Cette intuition de Perce, ces critiques susmentionnées (1966, 1976), nous mettent sur la piste d'un courant éditorial constitué par ce corpus d'ouvrages. Nous souhaiterions étayer ici, ainsi qu'actualiser avec des ouvrages plus récents rattachables au même corpus, certaines des critiques qui paraissent les plus pertinentes, quoique souvent non détaillées (*Les Temps modernes* 1966) en même temps que plus polémiques (Bourdieu 1976).

Ceci correspond, *mutatis mutandis*, à une réactualisation et à un réexamen de ces deux articles de critique, en empruntant leur démarche : *Les Temps modernes* de 1966 s'appuyait sur deux ouvrages, de Bloch-Lainé (IF) et d'Armand (XM) ; Bourdieu constituait un corpus de 35 ouvrages n'émanant pas spécifiquement des Grands Corps, mais où ceux-ci tiennent une place de choix (le tiers environ).

La définition du corpus elle-même assure sa propre consistance. Le premier ouvrage choisi, de l'inspecteur des Finances Maurice Lauré, a pour titre en 1954 *Révolution, dernière chance de la France*, comme en écho au livre *Révolution*, en 2016, de l'inspecteur des Finances Emmanuel Macron. Une autre similarité se trouve entre deux ouvrages co-écrits par le journaliste et lobbyiste économique Michel Drancourt : il écrit avec l'X-Mines Louis Armand en 1961 un *Plaidoyer pour l'avenir*, et cinquante ans plus tard en 2010 avec l'X-Mines Bertrand Collomb un *Plaidoyer pour l'entreprise* ! Enfin, on ne manquera pas de remarquer que sur la même période de cinquante années, les rapports publics les plus importants, portant sur le développement et la modernisation de l'économie du pays, émanent d'inspecteurs des Finances et d'ingénieurs des Mines : 1) le rapport Armand (XM)/Rueff (X-IF) de 1960 ; 2) le rapport Nora (IF)/ Minc (IF) de décembre 1977 sur l'informatisation de la société³ ; 3) le rapport Attali de janvier 2008, par extension rapport Attali (XM-CE)/ Macron (IF)⁴. On remarquera, parmi ces membres de Grands Corps, que ne figurent que des membres de l'inspection des Finances et du Corps des Mines : ceci nous paraît aller dans le sens de ce qu'écrivait Suleiman en 1979, « [l]es corps qui se trouvent au centre des domaines clés aujourd'hui sont le corps des Mines et l'inspection des Finances⁵ ».

*

³ S. Nora, A. Minc, *L'Informatisation de la société. Rapport à M. le président de la République*, La Documentation Française / Points Seuil n°Po92 (collection dirigée par Jacques Julliard), 1978.

⁴ E. Macron était rapporteur adjoint de cette 'Commission pour la libération de la croissance française', Josseline de Clausade (CE) étant rapporteur. Nous prenons la liberté de l'appeler rapport Attali-Macron car nous gageons qu'il sera désigné ainsi dans l'avenir – un peu comme le rapport confié par Giscard à S. Nora seul par lettre du 20 décembre 1976 est à présent connu sous le nom de rapport Nora-Minc (« M. Alain Minc, Inspecteur des Finances, co-signé ce rapport, à la conception et à la rédaction duquel il a été pleinement associé », lettre du 20 janvier 1978 de S. Nora à Giscard, in Nora-Minc, *op. cit.*, p. 5). En complément de ceux que nous avons cités, on peut mentionner d'autres rapports importants commandités au plus haut niveau de l'État à des inspecteurs des Finances : la Commission du Bilan (bilan du septennat Giscard), François Bloch-Lainé, 1981 ; rapport Pébereau sur la dette de la France, 2005.

⁵ E. Suleiman, *Les Élités en France, Grands corps et grandes écoles*, Seuil, 1979, p. 225.

Certes, l'on peut se demander : en quoi la « pensée » d'un inspecteur des Finances comme Bloch-Lainé (1963) diffère de celle d'un de ses contemporains, non membre d'un Grand Corps, comme Jean Fourastié ? Sans doute guère, et d'ailleurs peu importe : ce qui importe est la cohérence de ce bloc de « pensée » émanant des Grands Corps, bloc auquel on peut en effet adjoindre des « assimilés » (tel Fourastié), comme l'ont fait Bourdieu et Boltanski. Ce bloc était suffisamment sur le devant de la scène à partir de la V^e République, au point que certains lui ont trouvé un nom, le TECHNOCRATISME. Les années 1960 sont en effet celles de la réapparition d'une technocratie, discréditée après-guerre mais reprenant vigueur sous la V^e République à la faveur d'un régime nouveau – dont le fondateur « n'a pourtant rien d'un libéral⁶ », mais régime manquant de cadres politiques ; et à la faveur de la montée en puissance des premières promotions de l'ENA, créée en 1945.

Le terme technocratie, au sens d'idéologie de la technocratie, ou de comportement technocratique, est utilisé de fait dans les années 1960, assez peu avant, et plus tellement après. On le trouve dans le roman de Perec, *Les Choses* (1965), comme voisinant avec « le culte de l'efficacité, de la modernité, de la complexité, le goût de la spéculation prospective [...] »⁷. Le terme est utilisé dans l'article *Les Temps Modernes* précité de 1966. Et, en 1967, toujours dans le même courant de pensée d'une gauche alternative et proche du situationnisme, le philosophe Henri Lefebvre publie son *Position : Contres les technocrates*⁸. C'est là constater de manière concrète l'apparition d'une possible nouvelle idéologie, par l'apparition du terme TECHNOCRATISME la désignant, par le phénomène éditorial de ces ouvrages dans les années 1960, par l'analyse critique que ce corpus suscite quasi immédiatement.

*

Cependant, avant ce cap, l'un de ces hauts fonctionnaires inaugure notre corpus, c'est Maurice Lauré⁹ en 1954 : année où le jeune inspecteur des Finances de 36 ans, directeur à la direction générale des Impôts, entre en gloire avec le vote de « sa » TVA par le Parlement, et à peu près concomitamment avec la mise en place d'une organisation du contrôle fiscal.

⁶ F. Denord, *Le Néo-Libéralisme à la française. Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016 [2007], p. 312 (voir ma recension critique de cet ouvrage, *Revue Française d'Administration Publique*, 2017/3, n° 163, [en ligne](#)). Pierre Birnbaum, qui décrit la V^e République comme celle des hauts fonctionnaires, indique que, lors du « tourant néo-libéral des années 1962-1965 [...] les hauts fonctionnaires, comme François Bloch-Lainé, Pierre Massé et Claude Gruson, entendent accélérer à tout prix la modernisation de l'économie [...] » P. Birnbaum, *Les Sommets de l'État. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, 1977, Points Seuil, p. 121-122.

⁷ G. Perec, *Les Choses. Une histoire des années soixante*, 10/18, René Julliard, 1965, p. 71.

⁸ H. Lefebvre, *Position : Contres les technocrates. En finir avec l'humanité-fiction*, Gonthier, 1967 (réédité en 1971 sous le titre *Vers le Cyberanthrope*, Denoël/Gonthier, 1971).

⁹ **Maurice LAURÉ** (1917-2001), X36-PTT, devenu inspecteur des Finances juste après-guerre. Il est, à la Direction générale des Impôts, inventeur de la TVA en avril 1954. Il sera pendant quinze ans, de 1967 à 1982, à la tête de la Société Générale. Il est remplacé en 1982 par le gouvernement socialiste par un autre inspecteur des Finances, Jacques Mayoux (1924-2017).

Il est difficile de résumer ce *Révolution. Dernière chance de la France* : donnons-en quelques tendances.

Un premier thème est celui de la perte de grandeur de la France, du déclin, non sans dramatisation voire autoflagellation : après 1945, se réveille « une France lasse et affaiblie » (p. 1) - mais le malaise, causé par la perte d'un idéal commun à tous les Français, remonte à plus longtemps, c'est « à l'époque de l'Exposition Universelle de 1900 que se rompt la continuité des manifestations de dynamisme de notre nation » (p. 167) ; nous nous acheminons vers un danger mortel (p. 4), la France est en situation périlleuse (p. 132), nous cherchons en vain des solutions à nos maux (p. 147).

Comment alors « restaurer la grandeur de la France » (p. 2) ? Le grand mot de *révolution* apparaît dès le début : Lauré, polytechnicien à l'origine, souhaite « démontrer, par une étude rationnelle, la nécessité et la possibilité d'une Révolution » (p. 6). On ne trouve cependant aucune référence de bas de page, aucun appui sur des travaux d'économistes, ou même sur des rapports de l'INSEE ; mentionnons toutefois la référence à Tardieu (p. 149) et son ouvrage *La Révolution à refaire* (1936-1937)¹⁰.

Plus concrètement, à quoi Lauré appelle-t-il ? Un thème très présent est celui de la réforme, des réformes¹¹ – celle des structures administratives de l'État, celle des structures industrielles, agricoles, commerciales, à « adapter » (p. 193), à faire évoluer (p. 194), dans le sens d'une plus grande concentration, par le jeu de « forces à libérer » (p. 152). Car même si l'État entretient « une organisation administrative compliquée » (p. 141), c'est à un État renouvelé qu'appartient « d'animer la refonte rapide des structures économiques françaises » (p. 4) ; « il appartiendrait à ce dernier de susciter, fût-ce autoritairement, les concentrations d'industries dans tous les domaines [...] l'intervention de l'État serait également nécessaire afin de réduire les frais généraux de la distribution et de concentrer les points de vente » (p. 195). C'est une constante – et presque une caractéristique – du discours technocratique managérial français que dénigrer les pesanteurs de l'État tout en le jugeant seul à même de mener les « réformes » nécessaires...

Plus spécifiquement en cette période de IV^e République, la voie que Lauré appelle de ses vœux est – non sans un certain sens visionnaire (au sens où la suite lui donnera raison, avec l'arrivée de la V^e République 4 ans plus tard) – la nécessité de confier le pouvoir de rénovation « à un seul homme, ou un petit groupe d'hommes » (p. 4) ; « une propagande ainsi menée par des citoyens résolus et dévoués aurait de grandes chances d'aboutir [...]»¹²

¹⁰ Lauré inaugure sans doute le corpus technocratique d'après-guerre, mais des filiations existent entre la « droite technocratique » (Birnbaum, *op. cit.*, p. 156) de la V^e République et la droite d'avant-guerre, celle de Tardieu. L'idée d'une « Révolution à refaire » (celle de 1789) semble directement empruntée par Lauré à Tardieu, qui fut lui aussi vu comme un « modernisateur » sous la III^e République.

¹¹ Ex. p. 140-141, quatre occurrences en une dizaine de lignes.

¹² Nous devons noter que les pages 187-188 de Lauré ont des accents carréliens : la désignation d'une poignée d'hommes d'élite susceptibles de sauver l'humanité figure de manière fort développée dans *L'Homme, cet Inconnu* d'Alexis Carrel (1935).

(p. 188) ; « des hommes persuadés de la vanité de l'esprit revendicatif et de la fécondité du dévouement » (p. 187).

L'ensemble du programme de Lauré peut finalement être vu, de manière complémentaire, comme très politique et moral : ce qui a causé historiquement le déclin français, à partir de 1900, serait « l'accident [de] l'apparition du marxisme » et son influence en France (p. 171) ; et la révolution économique et morale est nécessaire pour éviter que la France fasse partie des nations européennes qui « seront des proies offertes au communisme » (p. 177). Il faut restaurer la « fibre morale » des Français (p. 135), une « révolution des idéaux » (p. 5, 185). Si l'on peut distinguer dans la technocratie deux courants politiques, l'un oscillant entre centre droit et centre gauche, l'autre plus ancré à droite, Lauré fait incontestablement partie du second.

*

En 1963, un autre inspecteur des Finances, François Bloch-Lainé¹³, alors à la tête de la Caisse des Dépôts, publie un livre remarqué¹⁴, *Pour une réforme de l'entreprise*. L'ouvrage est issu d'une contribution discutée et « soumise à la critique d'une centaine de personnes¹⁵ » au sein du Club Jean-Moulin, courant 1962. D'emblée, l'auteur indique « rassemble[r] des idées qui sont dans l'air », et ne donner « ni citation ni référence » pour des idées qui tendent « à devenir un bien collectif¹⁶ ». Il s'agit, pour cet inspecteur des Finances, alors dirigeant de la Caisse des Dépôts depuis 1957, de définir et de promouvoir « la “nouvelle entreprise” », ayant un certain nombre de « mutations à opérer¹⁷ ».

Pour ce faire, le maître-mot est LA RÉFORME (dès le titre de l'ouvrage) : l'auteur, qui se définit comme « réformiste¹⁸ », invite d'ailleurs son lecteur à « se prononcer, moins sur le détail des mesures qu'[il] suggère, que sur l'utilité et l'urgence de réformer [...]»¹⁹. Curieusement, la thématique lancinante de la *réforme*, devenue si présente depuis au moins une trentaine d'années, semble avoir échappé à Bourdieu & Boltanski dans leur *Dictionnaire* de 1976²⁰ ;

¹³ **François BLOCH-LAINÉ** (1912-2002), issu d'une grande famille parisienne, est élève de SciencesPo puis intègre l'Inspection en 1936. Après une participation à la Résistance, il devient directeur du Trésor en 1947, puis directeur général de la Caisse des Dépôts (1952-1967), ainsi que premier directeur général de la BEI (à partir de sa création en 1957). Il est président du Crédit Lyonnais de 1967 à 1974.

¹⁴ M. Crozier évoque « le très grand et très rapide succès du livre de François Bloch-Lainé » (in « A propos de *La Réforme de l'entreprise* », *Sociologie du travail*, 6^e année n°1, Janvier-mars 1964, pp. 88-90 ; en ligne [Persée](#)). A. Chatriot indique : « Le livre est un succès avec près de cent vingt mille exemplaires vendus » (in « La réforme de l'entreprise. Du contrôle ouvrier à l'échec du projet modernisateur », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 114, no. 2, 2012, pp. 183-197).

¹⁵ F. Bloch-Lainé, *Pour une réforme de l'entreprise*, Seuil, 1963, p. 7.

¹⁶ *Ibid.*, p. 7. Var. 4^e de couverture : l'auteur « s'efforce de “mettre en ordre les idées qui traînent” ». Il n'y a en effet aucune note de bas de page dans l'ouvrage, et quasi pas de références à des ouvrages ou travaux économiques.

¹⁷ *Ibid.*, p. 146.

¹⁸ *Ibid.*, p. 12.

¹⁹ *Ibid.*, p. 8.

²⁰ Le terme ne figure pas dans le 'Dictionnaire des Idées Reçues' (in art. cité) – y figure le terme voisin de CHANGEMENT, et celui antonyme à changement, RÉVOLUTION (forcément douce), qu'ils avaient bien vu chez Giscard,

comme leur échappe le terme *innovation*, pourtant figurant déjà chez Bloch-Lainé : « L'important est de ne pas craindre l'innovation²¹ » ; « Mais, pour cela aussi, il faut innover²² » ; ainsi que le terme *humanisme* (que l'on retrouvera chez Armand) : « la planification et la libre entreprise ne sont pas des humanismes rivaux²³. »

Réformer l'entreprise selon Bloch-Lainé, c'est y constater et y encourager « la dissociation croissante entre la fonction de propriétaire et la fonction de directeur²⁴ », au profit de ce dernier – et ce à rebours du capitalisme (qui serait uniquement propriétaire), comme du marxisme qui collectivise. C'est là qu'une des critiques portées par les auteurs anonymes des *Temps Modernes* (1966) à propos de cet ouvrage de Bloch-Lainé s'illustre : selon eux, le technocratisme est une idéologie qui « se baptise structurellement toujours nouvelle » ; « ce que le technocratisme passe son temps à définir, c'est lui-même comme différent du capitalisme » ; le discours sur la nouveauté technique « permet à cette idéologie de se déclarer comme nouvelle » - bref, toujours selon ces auteurs, cette idéologie de 3^e voie ressemblerait en fait beaucoup au capitalisme.

Ce discours sur la nouveauté venue de la technique, sur « l'innovation », s'accompagne d'une mise en avant des acteurs correspondants – il lui est intrinsèquement lié : vantant le pouvoir directorial contre le pouvoir actionnarial en une nouvelle « démocratie industrielle²⁵ », dans *une entreprise réformée*, Bloch-Lainé fait valoir sa propre catégorie des grands technocrates – même s'il récuse ce terme – aptes à la direction de ces grandes entreprises, qu'elles soient publiques ou privées²⁶.

Et, de la même manière que la thèse met en avant ces grands commis de l'État, elle promeut, de manière cohérente, le rôle de l'État dans l'organisation de l'économie et de l'industrie – comme chez Lauré. C'est aussi *parce qu'ils ont été fonctionnaires* (voire sont toujours rattachés d'une manière ou d'une autre à leur Corps) qu'ils sont enclins à promouvoir un rôle à l'État dans cette organisation de l'économie. Ainsi Bloch-Lainé théorise-t-il ainsi la notion de « destin public » de l'entreprise :

L'une des attitudes nouvelles de l'État consiste à rendre l'entreprise plus consciente de sa responsabilité vis-à-vis des hommes qu'elle emploie et des hommes au milieu desquels elle vit. Dans la nouvelle optique, le destin de l'entreprise ne se limite plus à sa propre situation financière. L'évolution rapide des techniques et des marchés ne

chez Poniatowski, chez le polytechnicien Servan-Schreiber. Figurent aussi dans leur Dictionnaire des termes au sens proche comme ÉVOLUTION, MUTATION, eux aussi d'utilisation amplifiée de nos jours.

²¹ Ibid., p.28, dernière phrase du chapitre I.

²² Ibid., p. 20 ; voir aussi p. 146.

²³ Ibid., p. 37. Si nous nous permettons de souligner que manquaient des termes comme *réforme*, *innovation*, *humanisme*, au *Dictionnaire* de Bourdieu 1976, c'est bien évidemment à notre lumière contemporaine, où les deux premiers termes reviennent à l'envi, et où le troisième fait sourire compte tenu de ce qu'il est advenu avec le néo-libéralisme. C'est d'ailleurs le principe de l'ensemble de notre communication.

²⁴ Ibid., p. 13.

²⁵ F.B.-L., *ibid.*, p. 148.

²⁶ « Les "technocrates" du secteur privé, tantôt envie ceux du secteur public auxquels ils se comparent (ils sont souvent la même origine) [...] », *ibid.*, p. 17.

l'oblige plus seulement à équilibrer ses comptes. Elle lui fait un devoir moral de s'adapter pour survivre, parce que sa survie est devenue indispensable à la sauvegarde d'autres intérêts que ceux de ses propriétaires [...] L'État l'invite donc à se préoccuper constamment de ce qu'on peut appeler son "destin public"²⁷ .

Quel est le moyen d'action privilégié qu'a l'État pour agir sur l'entreprise ? C'est le Plan, qui devient « la justification la plus commode et la plus sûre de ses interventions²⁸ », après qu'il a « mesur[é] l'importance d'une entreprise pour la collectivité²⁹ » ; « une fois défini ce que l'entreprise doit faire pour être utile à la collectivité, on peut lui laisser le champ libre³⁰. » Et d'ailleurs, l'État, qui détient des moyens comme « les autorisations, les subsides, les crédits, les garanties, [...] est devenu suffisamment indispensable à la plupart des entreprises pour que la question de savoir s'il devrait ou non être plus contraignant perde beaucoup de son sens³¹ ». Bref, l'État, comme un gaz, à vocation à occuper tous les espaces de la vie économique ; s'ensuit la nécessité d'une bonne organisation de l'État, dans une phrase qui pourrait être la meilleure définition *positive* d'une bureaucratie :

L'efficacité de l'Administration dépend beaucoup moins désormais de ses pouvoirs juridiques sur les administrés que de ses propres capacités techniques et de sa propre organisation³².

Un autre moyen d'action étatique serait à créer : Bloch-Lainé en appelle à la création d'une « magistrature économique et sociale³³ », avec à son sommet une forme de tribunal arbitral accepté par les parties économiques en litige, « une "Cour", que sa composition apparenterait, à la fois, au Conseil d'État, à la Cour des Comptes et au Conseil Économique³⁴ » : ce sont en grande partie les Grands Corps d'État qui sont ainsi proposés pour occuper cette nouvelle magistrature.

Cette importance idéale de l'État dans l'économie – une quasi-omniprésence – se traduit aussi dans la terminologie, évoquant l'entreprise avec des termes issus de la vie politique, comme le « gouvernement de l'entreprise³⁵ », ou « la démocratie de la société anonyme³⁶ », « la démocratie industrielle » (déjà citée) contre la « démocratie financière³⁷ » – il est reproché à cette dernière d'être plus rituelle que réelle ; « une limite au-delà de laquelle le

²⁷ *Ibid.*, p. 129.

²⁸ *Ibid.*, p. 131.

²⁹ *Ibid.*, p. 59.

³⁰ *Ibid.*, p. 37.

³¹ *Ibid.*, p. 131.

³² *Ibid.*, p. 131.

³³ *Ibid.*, p. 49.

³⁴ *Ibid.*, p. 50. Comme l'indique Crozier, finalement assez critique lui aussi sur l'ensemble de l'ouvrage : « Pour qu'un tel corps indépendant puisse se créer, il faudrait que la société française change beaucoup. » (M. Crozier, art. cité).

³⁵ *Ibid.*, p. 46.

³⁶ *Ibid.*, p. 14.

³⁷ *Ibid.*, p. 15.

cadre supérieur passe de la responsabilité hiérarchique, à la responsabilité, à la dignité *gouvernementale*³⁸ ; les entreprises qui se seraient « dotées d'une constitution nouvelle³⁹ ». Le parallèle terminologique entre entreprise et État est particulièrement frappant.

On peut finalement trouver deux lignes de force complémentaires dans le discours de Bloch-Lainé :

- un combat interne à l'appareil d'État, les modernisateurs comme lui faisant partie du « nombre croissant d'hommes politiques et de fonctionnaires [qui] s'efforcent de concilier la planification avec la liberté d'entreprendre⁴⁰ », et s'opposant aux autres hommes politiques et fonctionnaires qui seraient restés accrochés à l'ancien laisser-faire, ces « “bigots de la libre entreprise”⁴¹ » ; comme s'opposant aux dynasties capitalistiques familiales gérant encore leurs grandes entreprises industrielles.
- une vision profondément imprégnée de haut fonctionnaire issu d'un Grand Corps, qui continue à projeter un rôle nécessaire et bénéfique de l'État dans le secteur économique⁴², intimement persuadé d'une supériorité intrinsèque des hauts fonctionnaires dans la compréhension des enjeux et de l'action à mener ; cette supériorité étant à reconnaître à la tête des grandes entreprises (le « directeur » contre l'actionnaire), dans la conduite du Plan (par les hauts fonctionnaires), dans la résolution de conflits (par la proposition d'une magistrature économique).

Mais c'est là aussi dans sa biographie qu'il faut chercher l'explication ultime : Bloch-Lainé, haut fonctionnaire et banquier sous les IV^e et V^e Républiques (puis relevé de la tête du Crédit Lyonnais par Giscard), ardent défenseur du Plan comme outil de contrôle de la grande industrie par l'État, passera progressivement d'un centrisme de type MRP de IV^e République à une 2^e gauche « réaliste » à la fin des années 1970 : c'est à lui que le président socialiste nouvellement élu F. Mitterrand demandera de présider la commission du Bilan chargée d'évaluer l'action de l'ancien gouvernement⁴³. Des deux tendances politiques de la

³⁸ *Ibid.*, p. 65 (nous soulignons). NB : manque sans doute un 's' à *gouvernementale*.

³⁹ *Ibid.*, p. 50.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 41.

⁴¹ *Ibid.*, p. 36. La bataille faisait rage en cette sortie de IV^e République, notamment dans la gestion des entreprises publiques en secteur concurrentiel.

⁴² Un témoignage en ce sens est donné à propos de Bloch-Lainé par l'X-Mines Roger Martin, patron de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (in *Patron de droit divin*, Gallimard, 1984, p. 265) : présentant en 1968 une opération de restructuration d'entreprises au président du Crédit Lyonnais qu'était devenu Bloch-Lainé, Martin indique que ce dernier s'y était plus ou moins opposé, « déclara[n]t inconcevable qu'une banque nationalisée renoncât à la tutelle qu'elle exerçait depuis toujours sur une affaire française, au profit d'une société financière privée ». Cette remarque de Martin montre qu'il existe des nuances au sein des réseaux des Grands Corps, Martin, de la même génération que Bloch-Lainé, se montrant plus « libéral » et moins « dirigiste ». À propos de cet ouvrage, notons son grand intérêt pour l'historien (Martin raconte par le menu toutes les opérations industrielles et financières à la tête de SGPM), à l'inverse des ouvrages d'autres membres de Grands Corps, comme ceux que nous analysons ici : on peut regretter que Bloch-Lainé *et al.* aient préféré donner des leçons d'économie (ou de leur vision économique), plutôt que des témoignages étayés et utiles, tel celui de R. Martin.

⁴³ Bloch-Lainé « se montre impartial et beaucoup trop nuancé : son rapport est enterré par le gouvernement Mauroy » (Frédéric Pascal, « BLOCH-LAINÉ FRANÇOIS - (1912-2002) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne]).

technocratie évoquées ci-dessus, celle d'un centre-droit-centre gauche, et celle d'une droite plus traditionnelle, Bloch-Lainé appartient à la première, à la différence de Lauré.



*

Un troisième opus d'inspecteur des Finances retient notre attention : en 1971, Claude Gruson⁴⁴ publie *Renaissance du plan*. L'ouvrage balaie un spectre d'idées bien plus large que son titre pourrait ne laisser supposer.

Comme chez Lauré, il commence par une certaine dramatisation : « Le désespoir, trait profond du monde actuel » (p. 10) ; « les manifestations du désespoir sont variées, générales » (p. 16) ; mais la vision est plus mondialisée que chez Lauré - ce n'est pas la « grandeur de la France » qui est en cause : grâce au développement industriel qui les sort de la misère, « les hommes accèdent en grand nombre à une capacité de s'interroger sur leur place dans le monde, une capacité d'espérer ou de désespérer » (p. 10). Moins conservatrice que celle de Lauré, la vision est aussi plus teintée de religion, comme nous allons le voir.

Les mots-clefs marqués par Bourdieu sont là : la « *mutation* de la vie économique et sociale » (p.21) ; « La *mutation* actuelle du monde, soumise aux impulsions de mécanismes technico-économique, doit être conçue comme une *mutation* politique [...] » (p. 84) ; selon Gruson manque souvent au pouvoir « la volonté réformatrice » (p. 90, 111) ou « l'imagination novatrice ».

⁴⁴ **Claude Gruson** (1910-2000), issu d'un milieu parisien modeste, entre à Polytechnique en 1929 et sort dans les premiers, au Corps des Mines ; il présente le concours de l'inspection des Finances en 1936 et l'intègre – c'est l'un des rares exemples de transfuge inter-Corps (comme J. Attali, X-Mines devenu Conseiller d'État) ; spécialiste de statistique économique, il est directeur général de l'INSEE de 1961 à 1967, puis passe dans le privé à la Compagnie Bancaire. Il était de la même promotion de l'IF que Bloch-Lainé, et tous deux co-écrivirent en 1996 un témoignage remarqué, *Hauts fonctionnaires sous l'Occupation*, Éditions Odile Jacob.

Le Plan est vu comme une entité arbitrale suprême qui permettrait, grâce au *débat*, un *aplanissement* des dissensions internes à la société :

À condition qu'une volonté politique tire parti de cette malléabilité pour réaménager les structures de décision, les conflits d'intérêt, la lutte des classes sont susceptibles de s'atténuer, de perdre leur violence brisante, de se canaliser pour se transformer en énergie constructrice.

Le début de phrase indique la nécessité d'une « volonté politique » pour transformer les « techniques administratives » et permettre « la mise en place d'institutions nouvelles » (p. 81) – des « institutions *ordonnatrices*⁴⁵ du développement ». De fait, comme chez Bloch-Lainé, mais dans un autre domaine, apparaît l'appel à une *instance* publique nouvelle, chez Gruson une « Cour économique suprême » (p. 93), forte de dix membres indépendants, figurant dans la Constitution (p. 94), que pourrait saisir « tout groupement (parti politique, syndicat de travailleurs, groupement patronal, etc.) soutenant que le Plan n'aurait pas pris en compte une possibilité d'action » (p. 96). A l'inverse des entités existantes, qui dépendent trop du gouvernement et mènent des politiques « sur des bases d'information insuffisante » (p. 101), la Cour pourra « enjoindre l'exécution de toute enquête, étude ou recherche nouvelle » (p. 96 – c'est le polytechnicien créateur de la statistique prévisionnelle économique qui parle⁴⁶), permettant de « donner vie au débats fondamentaux du Plan⁴⁷ » (p. 101), ainsi qu'organiser des « débats », « susciter la réouverture de tout débat que le pouvoir politique aurait arrêté » (p. 94) :

C'est ce débat qui doit mettre en lumière les conflits, préparer les bases d'accord ou délimiter les désaccords, et qui doit en tout cas permettre à chaque intéressé de comprendre la nature des problèmes posés, de concevoir les solutions qui lui paraissent les meilleures, de mesurer son accord ou son désaccord avec la solution mise en œuvre, de saisir la signification politique de cet accord ou de ce désaccord – c'est-à-dire de l'exprimer comme lié, ou non lié, à un avenir collectif voulu ou accepté⁴⁸.

Comme Bloch-Lainé, Gruson, imaginant cette superstructure – annonce-t-elle les agences indépendantes et autres organismes de régulation que nous connaissons maintenant ? – met en scène une controverse, au sein même de la fonction publique et de l'appareil politique,

⁴⁵ C. Gruson, *Renaissance du plan*, p. 93 (ouvrage répertorié dans le corpus de Bourdieu-Boltanski 1976). Nous soulignons : l'utilisation de cet adjectif *ordonnatrices* ne nous paraît pas sans rapport avec la religiosité chez Gruson, sur laquelle nous reviendrons.

⁴⁶ Sur le rôle de Gruson, avec son plus jeune collègue l'inspecteur des Finances Jean Saint-Geours qu'il choisit comme successeur à la tête du SEEF Service des études économiques et financières, voir Aude Terray, *Des francs-tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des Finances, 1948-1968*, IGPDE / ministère des Finances, 2017 (en ligne [OpenEdition](#)). J'émetts l'hypothèse qu'un lien supplémentaire pouvait exister entre ces deux inspecteurs des Finances : le protestantisme.

⁴⁷ D'où, on peut imaginer, le titre *Renaissance du Plan*, par le truchement de cette Cour Suprême.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 94.

avec « les responsables d'une économie de libre entreprise », dont il conviendra de vaincre « les perspectives conservatrices » (p. 101).

La théorisation conceptuelle de Gruson va loin, empruntant comme chez Lauré le mot *révolution* au registre politique – registre dont il prétend se démarquer (avec sa Cour indépendante, par exemple) tout en y baignant complètement⁴⁹. Il en appelle à « une volonté politique révolutionnaire » (p. 110), seule à même de créer ce type d'instance suprême. Comparant avec les révolutions du passé, la Révolution française ou « l'électrification de Lénine » (p. 109), il indique que

Le processus économique qui attaque les structures sociales et rend possible une révolution politique est sans doute bien plus fort que celui qui soutenait la Révolution française ; plus même que l'électrification de Lénine [...] il s'opère par l'extension de procédures rationnelles⁵⁰.

Cette « volonté révolutionnaire » s'appuierait sur « ses propres méthodes de gestion » (p. 110). Et – clef du raisonnement – « dans l'évolution actuelle, une volonté révolutionnaire sérieuse ne se distingue pas essentiellement d'une volonté réformatrice » : elles ne se séparent que lors de « certaines phases critiques », quand une décision est prise relevant du processus amenant à la Cour suprême. La révolution « sérieuse » se définit selon Gruson par opposition à toute révolution différente, émanant du peuple⁵¹ pourrait-on dire, comme celles de 1789 ou de 1917, voire de mai 1968 (p. 103), « qui n'amènent qu'à une catastrophe politique ». En résumé, la révolution, ce serait alors la réforme plus « les institutions ordonnatrices du développement » ; ou, en se rapportant à l'aspect pédagogique, on pourrait dire que la révolution, c'est la réforme *bien comprise*.

La boucle se referme chez Gruson dans une spécificité biographique qui lui est propre : si l'on pouvait voir chez Lauré un fonds de morale conservatrice, chez Bloch-Lainé un centrisme basculant vers une 2^e gauche, ce qui frappe chez Gruson est la foi (protestante, en l'occurrence). À un homme potentiellement désespéré car capable à présent de s'interroger, il propose « la construction d'un monde d'espoir » (chapitre VII, p. 105-121), basée sur la perspective révolutionnaire ainsi décrite, et grâce à « la constitution d'une communauté connaissante » (p. 121). Et ce monde d'espoir se résout dans une « Espérance évangélique » (chap. IX et dernier, p. 149-169), où la foi dans le Plan ainsi re-né se distingue difficilement de la foi de l'auteur : une espérance évangélique qui serait « une hypothèse d'action, un pari sur lequel s'engager » (p. 163), non plus à l'échelle d'un individu, mais de sociétés entières –

⁴⁹ On pourrait à cet égard paraphraser *Les Temps Modernes* 1966 : le technocratisme, de même qu'il passe son temps à se définir différent du capitalisme, passe aussi son temps à se définir différent du pouvoir politique, voire supérieur à lui.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 109.

⁵¹ Comme permet de le vérifier Google Books, le mot peuple n'apparaît pas dans le livre de Gruson, sauf dans le dernier chapitre à caractère historico-religieux (le « peuple juif »).

le titre d'un ouvrage ultérieur de Gruson sera *Programmer l'espérance*⁵²... Nous y voyons, de manière plus construite et plus théorisée – peut-être même plus effrayante –, la même intrication que l'ingénieur des Mines Louis Armand fait entre sa foi en l'avenir et sa foi chrétienne, en s'appuyant sur Teilhard de Chardin⁵³.

*

Dans la même veine se situe l'ouvrage (1971 aussi) de l'inspecteur des Finances Jean Saint-Geours, *Vive la Société de consommation*⁵⁴, avec quelques spécificités. Émanant d'un fonctionnaire légèrement plus jeune, écrit postérieurement à Mai 68, il se positionne dès sa première phrase sur ce « mouvement de révolte contre l'organisation économique, sociale et politique [...] révolte explicable et tonique » (p. 5) ; cependant – en même temps ? – révolte « floue, incertaine, utopique [...] un spontanéisme d'enfant gâtés remplace la volonté d'organiser efficacement le développement de la société » (p. 6)

Ce livre peut être vu principalement comme une charge contre – ou plutôt, selon son auteur, une réponse de bon sens à – divers « intellectuels marxistes » (p. 13), dont Herbert Marcuse aux États-Unis et Henri Lefebvre en France ; notamment à ce dernier et sa *Vie quotidienne dans le monde moderne*⁵⁵ (juillet 1968), « livre passionnant et désespéré » (p. 14), où « le sociologue en perte de marxisme⁵⁶ » déplore le fait que « l'idéologie de la production et le sens de l'activité créatrice se sont transformés en *idéologie de la consommation*⁵⁷ ». C'est sans doute contre ce concept-clef de Lefebvre que Saint-Geours choisit son titre, *Vive la*

⁵² *Programmer l'espérance* (conversations avec Philippe Dominique), Stock, 1976.

⁵³ L. Armand, in *Simple propos*, 1970. Nous nous permettons de renvoyer à A. Moatti, « Vocabulaire et controverses autour de la cybernétique et du transhumain, années 1960-1970 ». *L'homme et la société*, L'Harmattan, 2017, L'Homme machine I - Le travailleur-machine, p.109-131. : « cette pensée [teilhardienne], selon Armand, se développe “auprès des communautés qui ont atteint la pleine maturité”, auprès de ce nombre toujours plus grand d'hommes qui portent un intérêt de plus en plus vif à l'avenir » ; et, dit Armand, « Nous sommes redevables de cette éclosion de la foi dans l'avenir au père Teilhard de Chardin qui, dans ce domaine également, s'est montré un précurseur. »

⁵⁴ Hachette, 1971 (l'ouvrage figure aussi dans le corpus de Bourdieu-Boltanski 1976). **Jean SAINT-GEOURS** (1925-2015), plus jeune que les précédents inspecteurs des Finances, l'est donc devenu par l'ENA (promotion 1949). Il est chargé du service des études économiques et financières (SEEF) puis directeur de la Prévision au ministère de l'Économie et des Finances (1965-1969) (sur le SEEF, et les relations entre les inspecteurs des Finances Gruson et Saint-Geours, le premier choisissant le second comme successeur, voir Aude Terray, *op. cit.*). Il est directeur général adjoint (1968) puis directeur général du Crédit lyonnais (1970-1975), sans doute appelé là par son ancien, Bloch-Lainé, et quitte cette banque à peu près en même temps que lui. Président de Sema-Metra (1976-1982), il est nommé par le pouvoir socialiste président du Crédit National en 1982, puis du Crédit Industriel et Commercial de 1989 à 1995. Deux de ses fils sont énarques, le troisième est diplomate (son livre de 1971 leur est dédié, page de garde). Saint-Geours avait antérieurement écrit quatre romans, de 1959 à 1967, sous le pseudonyme de Jean Saint-Vernon.

⁵⁵ Gallimard Idées, 1968. On sent chez Saint-Geours, outre une incompréhension fondamentale – presque naïve – de la critique marxiste de la société, une incompréhension du fait qu'un auteur comme Lefebvre ait accès, lui, à la prestigieuse collection Gallimard Idées.

⁵⁶ Saint-Geours, *op. cit.*, p. 16. Saint-Geours n'a pas tort quand il qualifie ainsi Lefebvre, qui d'ailleurs s'était éloigné du marxisme pour se rapprocher du situationnisme – mais ce n'est pas vraiment en ce sens-là que l'entend Saint-Geours.

⁵⁷ Saint-Geours, *op. cit.*, p. 15, citant Lefebvre, p. 109 (les italiques sont de Lefebvre).

Société de consommation, auquel ne manque que le point d'exclamation. Si l'on doit résumer son concept-clef : c'est celui d'une société en voie d'être « post-industrielle » (p. 7), où la « sacralisation » (p. 28) marxiste du travail est caduque, le travail devenant « *intéressant* pour un nombre croissant de gens, [...] travail-hobby et travail-loisir » (p. 28) ; et « l'homme moderne ne doit pas chercher dans son travail » sa satisfaction (apparaît là une forme de contradiction interne, sur la même page), mais « dans la possession et l'utilisation d'objets », symbolisant le « transfert de la production à la consommation en tant qu'acte majeur » (p. 28) – avec aussi, chez Saint-Geours, une tendance à la sacralisation d'une consommation libre et heureuse, contre celle d'un travail aliénant qu'il dénonce dans le marxisme.

Cette « “évolution-révolution” », seule susceptible d'être une « évolution révolutionnaire » (p. 17) permet « l'émergence de la personne » (p. 6), contre la notion de « classe, élément conflictuel » (p. 17), amenée à se fondre dans la construction commune d'une société industrielle et urbaine⁵⁸. Dans cette *évolution* à foison, chez tous nos auteurs, la seule révolution valable, c'était le Plan bien compris chez Gruson, c'est la consommation heureuse chez Saint-Geours ; si chacun voit LA révolution dans son propre concept, on ne saurait dire si l'emploi du terme est plus hardi avant Mai 68 (Lauré) ou après (Gruson, Saint-Geours).

À la différence des ouvrages précédents, celui de Saint-Geours aborde peu le domaine économique ou politique – au sens des institutions politiques : pas de panégyrique du rôle de l'État (comme chez Bloch-Lainé), pas de proposition d'institutions nouvelles – on relève plutôt (p. 218-220) l'idée d'un État qui serait considéré à tort comme seul dépositaire de « l'intérêt public⁵⁹ ». Non, Saint-Geours est plus dans une forme de combat, un combat d'ordre culturel, dans le domaine des idées, *principalement contre Lefebvre*, qualifié de « passéiste⁶⁰ », aux « sentiments élitistes et aristocratiques⁶¹ », hanté par un « puritanisme⁶² » qui l'attache aux us et coutumes ancestraux, faisant montre d'un « élitisme réactionnaire » quand il « ose » (p. 173) pointer les méfaits du tourisme de masse. Au-delà de la personne de Lefebvre, c'est l'Université qui est montrée du doigt : la formation générale à la cause du

⁵⁸ On lit p. 247 : « dans la ligne d'évolution de la société de production et de consommation de masse à dominante scientifique [...] ».

⁵⁹ Et, de manière très accessoire, une rapide mais obligée défense du Plan, à l'heure où il « subit une décadence » (sic) (p. 223), qui tient en quelques lignes.

⁶⁰ Saint-Geours, *op. cit.*, p. 83. L'auteur y attaque la notion de *style* attachée au passé chez Lefebvre : si on connaît la stylisation de la notion de style chez Lefebvre, on se retiendrait de l'attaquer là-dessus (p. ex. la toute dernière phrase de son *Position : contre les technocrates*, Gonthier, 1967). Plus généralement, mais c'est difficile d'étayer cela autrement qu'en note de bas de page car c'est une impression (subjective) de lecture, il nous apparaît une grande naïveté et une très faible conscience politique chez Jean Saint-Geours (qui a 46 ans pourtant lorsqu'il écrit son ouvrage), dans sa perception de la pensée de Lefebvre (ou de la prose de Percey) – aussi bien son entendement du fond que sa compréhension de la forme et de la rhétorique associée.

⁶¹ *Ibid.*, p. 43. Le même qualificatif *aristocratique*, cette fois-ci de manière moins allégorique, est appliqué à B. de Jouvenel (p. 33). Ce dernier (avec son ouvrage *Arcadie. Essai sur le mieux-vivre*, SEDEIS, 1969) est critiqué par Saint-Geours, mais de manière plus modérée que Lefebvre, contre qui Saint-Geours ne peut « retenir [s]on irritation » (p. 48).

⁶² *Ibid.*, p. 86. Parmi les « détracteurs de la société de consommation » cités dans la même page, on relève PERREC (sic), et son roman *Les Choses* (1965).

progrès évolue moins vite que celui-ci (p. 50) – « le gros des universitaires demeurant presque partout des porteurs d’archaïsme » (d’un archaïsme marxiste, pour aller jusqu’au bout du raisonnement). Comment résoudre alors ce décalage de formation, ou de perception, chez les citoyens ? Si la société est en retard sur la civilisation – au sens où la première tarde à percevoir les bénéfices de la seconde (le progrès) – c’est parce que

[c]ette démocratie ne s’est pas encore organisée pour prendre la forme d’un système de relations modernes, concrétisées par des échanges d’information, des consultations, des participations aux décisions, qui soit adapté à une civilisation de masses, où chacun est plus instruit, plus autonome, et qui, d’ensemble, a à résoudre des problèmes collectifs nombreux et complexes⁶³.

L’effort d’information à faire envers la population est « colossal » (p. 224) ; d’ailleurs « la technocratie y gagnerait en occasions de formuler les problèmes qu’elle a à résoudre⁶⁴ ». Saint-Geours conclut son chapitre en paraphrasant la fameuse formule de Lénine (sans le citer) : « la *fraternité pratique* [...] c’est, dans une large mesure, *la télévision plus l’informatique* ⁶⁵ ».

Mais l’on n’est pas au bout de notre étonnement dans cet ouvrage, quand il se conclut par un chapitre « Dieu dans la société moderne ». Le sujet est esquissé en corps d’ouvrage, qui mentionne une « adhésion à Dieu sans le truchement des obligations et des tabous d’une religion », adhésion d’un homme devenu libre, mené en la matière par des « guides » (p. 52) ; « l’homme moderne cherche Dieu, d’abord, en raison du caractère fondamental de sa liberté personnelle » (p. 251). L’auteur, de culture réformée, voit le Dieu des protestants comme « mieux adapté à la société de production moderne » (p. 250). Mais si les chapitres conclusifs de Gruson et de Saint-Geours (tous deux protestants) sont consacrés à Dieu, le second se distingue du premier : le Dieu chrétien révélé reste présent chez le premier, alors que le second, de quinze ans son cadet, en vient à concevoir « une nouvelle idée de Dieu » (p. 252) ; de fait, dans la liberté de ses desseins, « l’homme moderne est en mesure de “se composer” Dieu » (p. 253). Cet « homme moderne » se rend compte que les activités ayant trait aux fins de notre existence ont plus de valeur que « celles qui s’enferment dans l’utilisation d’instruments de satisfaction ou d’action » (p. 253) – nouvelle contradiction chez un auteur qui vient de consacrer 200 pages à vanter la consommation et la satisfaction procurée par la

⁶³ *Ibid.*, p. 227. À lire cette page, on peut se dire que Foucault n’a rien inventé quand il théorise, quelques années plus tard en 1978-1979, dans ses Leçons au Collège de France, la notion-clef du néolibéralisme, l’individu porteur de son projet. Ou peut-être a-t-il lu Saint-Geours.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 224. Notons que le terme technocratie est assumé chez Saint-Geours en 1971, alors qu’il figure systématiquement entre guillemets ou avec réserves chez Bloch-Lainé en 1963.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 227 (souligné par Saint-Geours). Page 214 est définie la « fraternité pratique », sachant que « la véritable égalité, c’est la fraternité ». Nous comprenons comme suit la formule inspirée de Lénine : le régime démocratique promu par Saint-Geours, c’est celui de la télévision (pour informer les masses, ou plutôt les individus), accompagné de l’informatique (pour que ceux-ci participent aux décisions).

possession et l'utilisation d'objets. Cependant, comme Gruson, le modèle de société de Saint-Geours (et son ouvrage) *se résout* en Dieu – ici celui de la « société moderne » :

[...] le culte rendu à Dieu et le culte rendu à nous-mêmes tendent à se confondre.

L'identification des amours du semblable et de Dieu posée par le Christ n'apparaît plus centrale dans la religion de demain. C'est un mariage de raison avec la société à laquelle j'appartiens qui me conduit à exercer la solidarité et la fraternité pratique, vertus sociales et non plus chemins du Salut. Puis "l'homme éveillé" d'aujourd'hui n'imputera pas le hasard à Dieu. Il ne le considérera pas comme une grâce accordée par une autorité supérieure lorsque ce hasard sera heureux, ni comme un châtement, lorsqu'il sera néfaste. En cela, il le recevra comme une manifestation de l'absurde, mais il s'efforcera, sans recours à une puissance extérieure, de le faire tourner, bon ou mauvais, à son avantage, de toute son intelligence et de toute son énergie. C'est en lui-même qu'il cherchera la ressource⁶⁶.

*

Voilà. Nous n'irons pas plus loin lors de cette communication. Nous n'avons que très modérément avancé dans le programme de recherche que nous nous étions fixé en 4 points ci-dessus. Nous aurions souhaité étudier d'autres ouvrages de la décennie 1960, notamment chez des X-Mines, comme L. Armand (qui aurait été le plus vieux, 1905-1971)⁶⁷, ou L. Stoléru (qui aurait été le plus jeune, 1937-2016). On y aurait trouvé des références à des notions supposément plus techniques, comme la cybernétique, qui permet d'« *humaniser* notre libéralisme⁶⁸ ». D'un autre côté, le réservoir que constituent ces 4 ouvrages, émanant uniquement d'inspecteurs des Finances, en à peine plus de quinze ans de 1954 à 1971, surprend par sa richesse. Ils sont susceptibles, à eux seuls, de constituer une prosopographie⁶⁹, celle des élites IGF qui écrivent pour le grand public dans les années 1960 – et acteurs importants du monde économique, par-delà cette période⁷⁰. Avec leurs différences, comme avec leurs nuances internes, ils nous paraissent jeter les bases d'une pensée technocratique française, d'un *technocratism*, qu'on peut estimer précurseur d'un

⁶⁶ *Ibid.*, p. 254 et dernière page.

⁶⁷ D'autant que nous avons déjà travaillé sur L. Armand, et notamment sa « foi en l'avenir » associée à « l'impetus de la pensée teilhardienne » dans l'un de nos articles (« Vocabulaire et controverses autour de la cybernétique et du transhumain, années 1960-1970 », *L'homme et la société*, L'Harmattan, 2017, *L'Homme machine I - Le travailleur-machine*, p.109-131) et l'un de nos ouvrages (*Aux racines du transhumanisme, France 1930-1980*, Odile Jacob, 2020).

⁶⁸ L. Armand, *Simple propos*, 1970 (nous soulignons). On a vu le terme *humanisme* utilisé aussi chez Bloch-Lainé, à propos du libéralisme ou du planisme.

⁶⁹ H. Joly signale à raison que « la prosopographie est particulièrement adaptée à l'étude des élites (...) » (H. Joly, in Agnès Callu (dir.), *Culture et élites locales en France, 1947-1989*, CNRS Éditions, 2018)

⁷⁰ A titre de témoignage personnel : si les noms de Gruson et Bloch-Lainé, plus âgés, me furent moins familiers dans ma carrière professionnelle administrative que je démarrai en 1985, Saint-Geours était encore quelqu'un de très influent dans le monde économique et administratif des années 1990.

néo-libéralisme à la française, ou l'accompagnant⁷¹. Il ne nous a pas semblé qu'une telle relation ait été faite – ni que ces ouvrages eussent été étudiés de manière approfondie : les approches de type Bourdieu-Boltanski (1976) étant plus partielles, sinon partiales.

Bien entendu ces pensées ne forment pas un bloc monolithique : elles ont, comme nous l'avons souligné, leurs nuances, liées notamment aux sensibilités politiques et morales de leurs auteurs. Par ailleurs, si le travail doit être prolongé dans la période ultérieure (par exemple *via* une thèse doctorale), il devrait l'être aussi dans la période antérieure : certes, la technocratie prend un essor sous la V^e République – et notamment lors du tournant libéral du régime gaulliste, en 1962 –, mais les mêmes idées, et les mêmes technocrates, existaient dans les années 1930 : l'analyse des écrits de Jacques Rueff (1896-1978, X-inspecteur des Finances) serait sans doute de quelque enseignement⁷². À cet égard, nous avons constitué en annexe les débuts d'un corpus de tels ouvrages, émanant de membres de Grands Corps, de 1935 à 2015.

Certes, des événements historiques et économiques d'ampleur marquent la période : on a vu toutefois que les discours s'y adaptent très bien, comme par exemple avec Mai 68, recyclé comme contre-exemple d'une révolution-réforme à promouvoir. D'autres événements se produiront après la période étudiée ici, comme le choc pétrolier de 1973 : le discours n'en sera pas modifié en profondeur – tout au plus la notion d'*abondance*⁷³ s'effacera-t-elle (comme s'effaceront les références aussi marquées à la foi⁷⁴). Le discours est suffisamment malléable et anhistorique pour franchir de tels obstacles, aussi importants soient-ils. Même si elle est encore à étayer, la permanence est là : celle d'une « pensée », peut-être d'une idéologie, émanant du réseau des Grands Corps d'État, d'au moins 1960 à nos jours.

⁷¹ Un témoignage postérieur, d'un autre inspecteur des Finances, François-Xavier Ortoli (1925-2007), qui fut ministre du Développement industriel et scientifique de 1969 à 1972, viendra confirmer cela dans les années 1990 : « Tout ce que nous voyons aujourd'hui en France est né dans les années 1965. Tous ces hommes dont je faisais partie pensaient en terme de création d'un cadre libéral de l'État. Subsistait encore l'idée que l'intervention de l'État était justifiable, parce que déterminante au 1^{er} et au 2^e degré pour le développement de l'industrie. » (F.-X. Dudouet & E. Grémont, *Les Grands Patrons en France. Du capitalisme d'État à la financiarisation*, Lignes de repères, 2010, p. 64, citant Anne de Caumont, *Un Prince des affaires*, Grasset, 1996, p. 63).

⁷² Par exemple *La Crise du capitalisme*, éd. de la Revue bleue, 1935.

⁷³ Elle est bien sûr héritée de la doctrine de l'abondancisme de Jacques Duboin (1878-1976) dans les années 1930. Sur Duboin, voir Olivier Dard, « Sortir de la crise par la technique et par la science ? Les réponses de l'abondancisme de Jacques Duboin », *L'Homme et la société*, 2015/1 (n° 195-196), p. 127-146.

⁷⁴ On peut d'ailleurs noter qu'entre Gruson et Saint-Geours, qui écrivent la même année (1971) mais qui ont 15 ans d'écart, la référence a légèrement glissé, d'une divinité révélée à une divinité plus spirituelle.

Essai de complétion d'un corpus d'auteurs et d'ouvrages « Grands Corps », 1955-2015

(pour servir ultérieurement ; classement par date de naissance de l'auteur)

Jacques RUEFF (1896-1978, X, IF)

- *La Crise du capitalisme*, éd. de la Revue bleue, 1935.

Pierre MASSÉ (1898-1987, X-Ponts)

- *Le Plan ou l'anti-hasard*, Gallimard, 1965 (figure dans le corpus Bourdieu).
- *Les Dividendes du progrès* (1969)

Louis ARMAND (1905-1971, X-Mines, membre de l'Académie Française)

- *Plaidoyer pour l'avenir* (en collaboration avec Michel Drancourt), 1961
- *Simple Propos*, 1968.
- [ouvr. coll.] *L'Entreprise de demain. De la cybernétique à l'intéressement*. Paris: L'Inter, 1970.

Claude GRUSON (1910-2000, X-Mines29, IF)

- *Renaissance du plan*, Seuil, 1971.
- *Programmer l'espérance* (conversations avec Philippe Dominique), Stock, 1976.

François BLOCH-LAINÉ (1912-2002, IF)

Maurice LAURÉ (1917-2001, X36-PTT, IF)

Simon NORA (1921-2006, ENA, IF)

Le seul livre grand public est le rapport Nora-Minc. On notera que tous les membres de Grands Corps n'ont pas la plume grand public : Nora donc, mais aussi l'IF Renaud de La Genière, ou l'X-Mines Pierre Guillaumat.

- *L'Informatisation de la société, avec Alain Minc, rapport au président de la République*, Seuil, 1978.

Jean SAINT-GEOURS (1925-2015, major ENA 1949 4^e promotion, IF)

Il est l'auteur d'une œuvre abondante et variée (dont des romans sous pseudonyme), une quarantaine d'ouvrages, nous en retenons deux :

- *Vive la société de consommation*, Paris, Hachette, 1971, 256 p.
- *Pour une économie du vouloir*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, 205 p.

Valéry GISCARD D'ESTAING (né en 1926, X44-ENA-IF)

Les trois opus figurant dans Bourdieu 1976 (dont un article) méritent d'être regardés avec attention. Et, ultérieur, le seul ouvrage écrit par un président de la Ve République en exercice :

- *Démocratie française*, Fayard, 1976.

René LENOIR (1927-2017, ENA54, IF)

L'ouvrage figure dans le corpus Bourdieu :

- *Les Exclus : un Français sur dix*, Le Seuil, coll. « Points Actuels », 1974.

Michel ALBERT (1930-2015, ENA, IF)

(nombreux ouvrages)

Paul MENTRÉ DE LOYE (1935-2020, X54, IF)

Un auteur oublié, sans fiche Wikipédia. Tendance libérale.

- *Gulliver enchaîné ou Comment déréglementer l'économie*, La Table Ronde, 1982.
- *L'Amérique et nous : l'insoutenable légèreté du fort*, Dunod, 1989.

Philippe D'IRIBARNE (né en 1937, X55-Mines, CNRS)

Position un peu particulière puisqu'il est chercheur, le seul ici ; l'ouvrage ci-dessous figure dans le corpus Bourdieu 1976. Autres ouvrages à voir.

- *La politique du bonheur*, Seuil, 1973

Lionel STOLÉRU (1937-2016, X56-Mines, ministre)

- *L'impératif industriel*, 1969 (cité par Bourdieu)
- Autres ouvrages à voir.

Jean PEYRELEVADE (né en 1939, X59-AvCiv, ScPo)

Il fait partie des X ou énarques qu'on peut assimiler, par leur carrière et leur positionnement politique, à des membres de Grands Corps.

- *L'économie de spéculation*, Éditions du Seuil, 1974
- *Pour un capitalisme intelligent*, Éditions Grasset, 1993
- *France, état critique*, Plon, 2011
- *Histoire d'une névrose, la France et son économie*, Albin Michel, 2014.

Francis MER (né en 1939, X60-Mines)

(pas un écrivain prolix – plutôt homme d'action, mais 2 ouvrages suite à son passage comme ministre en 2002-2004)

- avec Sophie Coignard, *Vous, les politiques...*, Éditions Albin Michel, Paris, 2005.
- *Vous, les candidats...*, Éditions Albin Michel, Paris, 2007.

Jean-Louis BEFFA (né en 1941, X60-Mines)

(rival du précédent, bien plus prolifique)

- *Se transformer ou mourir* - février 2017 - Éditions Le Seuil ;
- *Les Clés de la puissance* - avril 2015 - Éditions Le Seuil ;
- *La France doit agir* - octobre 2013 - Éditions Le Seuil ;
- *La France doit choisir* - janvier 2012 - Éditions Le Seuil ;
- « Pour une nouvelle politique industrielle : Rapport au président de la République » - avril 2005.

Bertrand COLLOMB (1942-2019, X60-Mines)

A nouveau un représentant de cette « brillante » promotion X60.

- *Plaidoyer pour l'Entreprise*, François Bourin, éditeur, 2010 (avec Michel Drancourt)
- avec le Frère Samuel Rouvillois, *L'entreprise humainement responsable* (Desclée de Brouwer, 2011).

Michel PÉBEREAU (né en 1942, X1961, ENA, IF)

Banquier, il est l'auteur de manuels d'économie 1985-1990 dans le cadre de ses cours à ScPo.

Ce ne sont pas ces ouvrages qui retiennent notre attention, mais :

- *La France face à sa dette*, 2006 (issu de son rapport de 2005 sur la dette publique française)
- *C'est possible ! Voici comment...*, avec Bernard Spitz et l'Institut de l'entreprise, Robert Laffont, 2007

Jacques ATTALI (né en 1943, X-Mines, ENA, Conseil d'Etat)

Œuvre foisonnante, à démêler.

Alain MINC (né en 1949, Mines de Paris, ENA, IF)

Œuvre foisonnante, à démêler.

Emmanuel MACRON (né en 1977, ENA-IF)

- *Révolution*, Paris, XO, 2016.